



Les organisations syndicales de la fonction publique CGT, FO, Solidaires ont décidé de se retirer du cycle de groupes de travail relatif à la mise en place du Forum de l' action publique.

Celui-ci a pour objet d'organiser une vaste consultation des agents publics et des usagers qui n'est destinée en réalité qu'à légitimer les réformes structurelles d'ores et déjà décidées par le gouvernement par le programme Action Publique 2022.

Dès les premières réunions de préparation du Forum de l'action publique, il était déjà clairement apparu que celui-ci n'était qu'une mascarade permettant au gouvernement d'afficher un prétendu « dialogue social ».

Sans attendre le résultat d'aucune « concertation » ni « consultation », le premier ministre a en effet défini par une lettre de mission adressée aux ministres, le 26 septembre 2017, les objectifs prioritaires du programme « Action publique 2022 ». Cette lettre indique clairement que « les missions de l'ensemble des acteurs publics » seront revues « profondément et durablement » pour répondre aux « objectifs ambitieux que nous nous sommes fixés en matière de réduction de la dépense publique ».

Le comité d'action publique 2022 est chargé d'identifier des « réformes structurelles et des économies significatives et durables », sur l'ensemble du champ des administrations publiques. C'est dans ce but que le comité est invité à proposer des « transferts au secteur privé, voire des abandons de missions. »

Une politique inacceptable de privatisation des services publics est donc déjà en préparation ! Ces réformes concernent toutes les administrations (centrales, locales et de sécurité sociale) et visent à réduire les dépenses publiques (budgétaires, fiscales et sociales). L'objectif annoncé est de réaliser 60 Mds€ d'économies dont une partie sera réalisée par la suppression de 120 000 emplois.

Le cadre et l'objectif étant ainsi arrêtés d'avance, aucune marge de discussion n'est possible dans cet exercice contraint de « co-construction ».

Les organisations syndicales de la fonction publique CGT, FO, Solidaires revendiquent au contraire le renforcement et le développement des services publics pour une société fondée sur la cohésion sociale et la solidarité, ce qui nécessite des moyens budgétaires et humains.